

Sahel : le sommet de Pau est-il un tournant ?



Un engagement français sous critique ?

À une situation militaire incertaine s'ajoute un doute politique : les gouvernements de la région, les opinions publiques sont-ils toujours derrière l'intervention internationale au Sahel ? Le sommet de Pau a voulu clarifier la situation. Mais celle-ci dépend, au-delà des faits militaires, de la gouvernance politique des pays de la région.

En dépit des efforts des appareils sécuritaires nationaux et de leurs partenaires, la situation sécuritaire a continué à se dégrader au Sahel, et en particulier dans le Liptako-Gourma, vaste zone à cheval sur les territoires du Niger, du Mali et du Burkina Faso. Fin 2019 et début 2020, des attaques de groupes djihadistes de plus en plus élaborées se sont multipliées contre les forces armées, y compris quand celles-ci étaient en position défensive, dans leurs camps. Les forces armées se replient dans des positions plus solides, moins nombreuses, s'éloignant ainsi des populations qu'elles sont censées défendre. En revanche, elles s'illustrent régulièrement dans des expéditions punitives meurtrières contre les villages dont sont supposés venir les djihadistes.

La Force conjointe du G5-Sahel (FC-G5-Sahel) est à l'image des armées nationales : en difficulté. C'est pourtant sur sa montée en puissance que les autorités françaises ont misé pour réduire leur empreinte (opérations Sabre et Barkhane), et progressivement glisser vers la seconde ligne : appui aérien, formation, soutien logistique et de planification. Dans sa septième année, l'opération Barkhane, qui a fait preuve de son efficacité, place la France dans une inconfortable position de réassurance de pays aux régimes particulièrement corrompus, où une gouvernance défailante se trouve largement à l'origine des différentes contestations armées.

Cette situation délétère attise, de surcroît, les vives critiques des opinions reprochant aux régimes décadence et impuissance. Avec de plus en plus de virulence, ces critiques touchent désormais la présence militaire étrangère, en particulier française et onusienne. Le sommet de Pau, réuni par Emmanuel Macron en janvier 2020, était censé réafficher la qualité de la coopération avec les pays du G5-Sahel. Si ses décisions allaient dans le sens d'une meilleure efficacité militaire, elles ont renforcé la centralité de Paris dans le dispositif sécuritaire, en l'exposant encore plus politiquement.

Dégradation sécuritaire et critiques de la présence française

En 2019, la situation sécuritaire a continué à se dégrader, avec notamment une hausse du nombre d'attaques, du nombre des réfugiés, et une extension des zones grises. Au deuxième semestre, dans la zone du Liptako-Gourma, les attaques des groupes djihadistes sont montées en audace et en technicité. Ne se contentant plus de chasser les fonctionnaires et de combattre milices et groupes armés pro-régimes, ou de harceler les forces de sécurité en brousse, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS¹) s'en prend désormais aux bases des armées nationales.

Le 1^{er} novembre 2019, les Forces armées maliennes (FAMa) étaient attaquées dans le camp d'In Delimane, au nord-est du pays, dans la région de Ménaka, avec la mort d'une soixantaine de soldats. Les autorités décidaient alors de replier les forces de plusieurs camps de taille modeste vers la localité de Ménaka. Selon des sources locales, les assaillants de l'EIGS étaient plus nombreux que les soldats du camp; ils ont attaqué l'objectif de trois côtés à la fois et disposaient de renseignements internes aux FAMa. Le 10 décembre, l'attaque du camp militaire d'In Ates (à une centaine de kilomètres de Niamey) se soldait par la mort de 71 soldats nigériens. Le 24 décembre, le camp militaire d'Arbinda (nord du Burkina Faso) et la localité elle-même étaient simultanément attaqués. L'affrontement violent était écourté par l'arrivée d'un soutien aérien burkinabé et français. Sept soldats, 35 civils et 80 assaillants étaient tués dans les combats. Le 9 janvier, l'attaque du poste militaire nigérien de Chinagodrar, proche de la frontière malienne, entraînait la mort de 89 militaires nigériens.

Parallèlement, les critiques contre les gouvernements s'intensifient. Intellectuels, hommes politiques, mais aussi nombre de simples citoyens dénoncent la dérive sécuritaire, interrogeant la présence, selon eux inefficace, voire obscure, des forces internationales au Sahel. Dans un entretien accordé en juin 2019 au *Mail&Guardian* sud-africain, le ministre de la Défense burkinabé s'interrogeait sur le manque d'efficacité de la lutte antiterroriste française au Sahel, et sur les véritables motivations de la présence militaire de l'ancien colonisateur². Au Mali, au deuxième semestre 2019, une série de manifestations dans plusieurs villes dénonçaient la présence militaire française et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Dans certaines d'entre elles, des drapeaux français étaient détruits et des slogans pro-russes lancés...

Les réseaux sociaux n'étaient pas en reste, s'enflammant régulièrement autour de rumeurs et de montages grossiers. Une vidéo de septembre 2019 affirmait que la douane malienne avait démantelé un trafic d'or de militaires français. On apprendra plus tard que ces images venaient d'un reportage au Ghana, qui ne mettait en scène aucun militaire français. Militaires français et onusiens sont ainsi soupçonnés de « recoloniser le Sahel » et de vouloir accaparer ses richesses minérales. En novembre, une vidéo du célèbre chanteur malien Salif Keïta cumule plusieurs centaines de milliers de vues : il y apostrophe le président malien

1. L'EIGS est censé être un bras de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, plus connu sous l'acronyme anglais ISWAP, principalement basé sur les îles du lac Tchad. Les deux groupes semblent cependant très autonomes.
2. S. Allison, « I Question France's Motives, Says Burkina Faso's Defence Minister », *Mail&Guardian*, 4 juin 2019.

Ibrahim Boubacar Keïta en lui demandant de ne plus se laisser faire par le président Macron, et accuse Paris de financer et d'armer les terroristes.

Mollement démenties par les autorités en place, accusations et rumeurs indisposent de plus en plus Paris. Le 25 novembre, lors d'une opération au Mali, 13 militaires français meurent dans un accident d'hélicoptère. L'impact médiatique, important en France, ravive le questionnement sur la nécessité d'une présence militaire au Sahel. Entre l'opération Serval en 2013 et l'accident d'In Delimane, 43 militaires français sont tombés au Sahel. Si, jusqu'alors, les autorités avaient réussi à fédérer l'opinion publique ainsi que la plupart des partis autour de cet engagement, doutes et critiques se font plus ouverts dans un contexte où les problèmes sécuritaires au Sahel s'approfondissent, et où la France est accusée de néocolonialisme par des voix sahéennes de plus en plus nombreuses.

Le président de la République décide alors de convoquer une réunion avec les chefs d'État des pays du G5-Sahel, afin que ceux-ci « clarifient » leur position vis-à-vis de la présence militaire française au Sahel, c'est-à-dire réaffirment publiquement leur demande de soutien. Faute de cette demande, le président Macron laissait clairement entendre que toutes les options étaient sur la table, y compris le retrait. Le sommet, initialement prévu le 16 décembre, est reporté au 13 janvier en raison de l'attaque d'In Ates et du deuil national nigérien. Si, sur le fond, la demande de Paris semblait légitime, la mise en scène de la rencontre était en revanche politiquement dommageable. Les cinq chefs d'État semblaient « convoqués » par leur protecteur à Pau, ville d'où étaient originaires plusieurs militaires tués lors de l'accident. Une configuration qui est venue alimenter les critiques à l'égard du « paternalisme français ».

Un contre-sommet était ironiquement organisé par des organisations de la société civile de différents pays ouest-africains dans la ville de Pô (Burkina Faso). Les activistes y dénonçaient la mise en scène de l'infantilisation des chefs d'État sahéens, exigeant le départ immédiat de l'ancien colonisateur. Au-delà de l'homophonie avec la capitale béarnaise, le choix du lieu était hautement symbolique : de cette ville était en effet partie en 1983 la révolution sankariste, fort peu francophile...

Redéfinir les priorités

Au-delà de la réaffirmation de la coopération entre les pays du G5-Sahel et la France, le sommet de Pau a contribué à redéfinir les objectifs et à en confirmer d'autres. Si l'annonce de l'envoi de 500 soldats français supplémentaires a retenu l'attention des médias, plusieurs décisions importantes ont été prises. Le Liptako-Gourma devient le théâtre principal de la lutte contre le djihadisme, ce qui ne fait d'ailleurs qu'entériner un redéploiement de Barkhane déjà en cours en 2019, avec la mise en sommeil de la base de Madama (nord-est du Niger) et l'ouverture d'une base à Gossi (170 kilomètres au sud-ouest de la ville malienne de Gao).

L'ennemi principal désigné est l'EIGS, groupe qui monte en puissance, agressif tant contre les forces de sécurité que les autres groupes djihadistes. L'EIGS enregistre d'ailleurs le ralliement de certains de leurs combattants, à l'exemple d'éléments de la katiba Macina, active dans le centre du Mali. Cette katiba Macina est l'une des composantes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, plus connue sous son acronyme arabe (JNIM³). Ceci ne signifie pas, évidemment, une absence

3. Cette coalition de groupes armés appartient à la mouvance Al-Qaïda.

de vigilance vis-à-vis des autres groupes djihadistes comme Ansarul Islam ou les différentes composantes de JNIM. Mais l'EIGS, soupçonné de recevoir renforts en cadres et en matériel d'Afrique du Nord, est l'auteur des grandes attaques contre les camps militaires enregistrées les mois précédents.

La déclaration finale du sommet de Pau annonce également la création d'une coalition pour le Sahel, cadre de coordination pour tous les acteurs présents dans la région. Pour sa dimension militaire, cette coalition pour le Sahel doit se matérialiser par la création d'un mécanisme de commandement conjoint entre les forces militaires intervenant dans le Liptako-Gourma – à savoir principalement les forces armées nationales à travers la FC-G5-Sahel –, les forces françaises, et la Task Force Takuba, un groupement de forces spéciales européennes censées soutenir les FAMA sur le terrain.

Si d'un point de vue strictement militaire ces décisions semblent de bon sens – on enregistre d'ailleurs une hausse des opérations dans cette zone au premier semestre 2020 –, leur portée politique paraît plus discutable. Si l'objectif est à terme une montée en puissance et une autonomisation de la FC-G5-Sahel, ces décisions renforcent *de facto* le lien entre Barkhane et la FC-G5-Sahel, actant ainsi la dépendance de cette dernière vis-à-vis de l'armée française. De plus, l'horizon temporel de la présence militaire française n'est pas fixé. Si Paris est, pour les opinions publiques sahéliennes, le *deus ex machina* de la sécurité régionale, la dégradation de la situation lui devient imputable...

Une telle imbrication stratégique devrait conduire Paris et la communauté internationale à se montrer plus exigeants sur la gouvernance des pays du G5 : or les signes positifs sont pour l'heure peu nombreux. Le Niger est englué dans des affaires de détournements de fonds publics et de pots-de-vin autour de contrats d'armements. Au Mali, la contestation politique du président Keïta se renforce de jour en jour et les élections législatives aux taux de participation étiques en période de COVID-19 ont indigné de nombreux Maliens. Enfin, les exactions des forces armées partenaires, maintenant largement documentées, constituent l'un des carburants (avec la corruption et l'abandon de certaines populations par les États) des insurrections armées, et un efficace facteur de leur prolongation dans le temps. En d'autres termes, un soutien politico-militaire aussi important à des régimes aussi critiquables ne peut qu'entamer davantage l'image, déjà détériorée, de Paris au sud du Sahara.

A. A.

Pour en savoir plus

- A. Antil, « Sahel : soubassements d'un désastre », *Politique étrangère*, vol. 84, n° 3, Ifri, septembre 2019.
- H. Nsaibia, « State Atrocities in the Sahel: The Impetus for Counterinsurgency Results Is Fueling Government Attacks on Civilians », *Armed Conflict Location and Event Data Project*, mai 2020.
- « Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel », *Rapport du secrétaire général au Conseil de sécurité des Nations unies, S/2020/373*, 8 mai 2020.

